

Baisses d'impôts : les Républicains se convertissent à l'argent magique

La droite propose de diviser la CSG par deux sur les salaires et de baisser la TVA sur la restauration. Une facture en dizaines de milliards, sans financements crédibles.

Par Marc Vignaud

Modifié le 07/12/2020 à 17:07 - Publié le 07/12/2020 à 16:32 | Le Point.fr



La droite présente son programme économique pour la présidentielle. Il sera dévoilé mardi 8 décembre au cours d'une convention nationale. Mais d'ores et déjà, Guillaume Peltier en a dévoilé les grandes lignes dans une interview aux Échos, lundi.

À moins d'un mois des fêtes de fin d'année, les Républicains ont sorti leur tenue rouge de Père Noël et surtout leur hotte de cadeaux fiscaux, bien pleine. Elle atteindrait 40 milliards d'euros, de l'aveu même de Guillaume Peltier. En réalité, il semble que cela soit beaucoup plus.

Rien que la première mesure, une division par deux de la CSG pour augmenter tous les salaires de 5 %, devrait coûter près de 45 milliards d'euros. La CSG sur les revenus du travail a en effet rapporté 89 milliards en 2019. En enlevant les fonctionnaires du

bénéfice de cette mesure, la facture serait, certes, un peu moins élevée, mais elle resterait colossale.

28 milliards pour transformer les PGE en capital

À cela, les Républicains veulent ajouter une baisse de la TVA pour l'hôtellerie-restauration, histoire de se mettre dans la poche cet électorat. Une baisse qui avait coûté 3 milliards d'euros en 2010 rien que pour la restauration quand Nicolas Sarkozy l'avait décidée. Elle serait cette fois étendue à l'hôtellerie, mais passerait de 10 % à 5,5 % et non pas de 20 % à 5,5 % comme à l'époque. Le résultat avait alors été très mitigé : une étude économique avait montré que les prix avaient baissé de 1,9 % seulement tandis que les salaires avaient progressé de 4,1 %. Cela dit, dans le contexte actuel, l'augmentation des marges des restaurateurs et hôteliers qui en résulterait pourrait aider des derniers à rembourser la dette accumulée pendant la crise sanitaire. Guillaume Peltier ne précise pas si cette diminution serait temporaire ou durable.

Les Républicains promettent par ailleurs de transformer 25 % des prêts garantis par l'État (90 %) en fonds propres, c'est-à-dire en capital, pour sauver les entreprises françaises du surendettement lié à la crise Covid. Comme l'État a déjà distribué plus de 125 milliards de PGE, cela veut dire que la facture pourrait atteindre 31 milliards d'euros. Les banques assumant 10 % du risque de ce prêt pour l'essentiel des entreprises, l'addition tomberait à 28 milliards pour l'État. Soyons justes : cette mesure serait un « one shot », autrement dit, la facture ne serait pas récurrente. Elle creuserait la dette de 28 milliards une seule fois, un peu comme quand Emmanuel Macron avait transformé le crédit d'impôt compétitivité-emploi de Hollande en baisse de charges patronales, ce qui avait entraîné un double versement ponctuel, en 2019, et creusé la dette de 20 milliards d'euros.

Lire aussi « Quoi qu'il en coûte » : enquête sur une facture à 230 milliards d'euros

« Fin des gaspillages bureaucratiques, contrôle de l'immigration, lutte contre la fraude fiscale »

En face de ces trous béants creusés dans les finances publiques, les Républicains promettent bien de trouver de nouvelles recettes, mais elles sont peu crédibles. Ils comptent sur de vieilles lunes comme la lutte contre la fraude fiscale et sociale, nécessaire, mais peu rentable à court terme. Quant à « la fin des gaspillages bureaucratiques », quelle que soit son utilité, il y a peu de chance qu'elle rapporte vite de l'argent dans les caisses à la hauteur des dépenses annoncées, d'autant que la droite ne paraît plus assumer de suppressions de postes dans la fonction publique. François Fillon, en 2017, en promettait 500 000... Autre solution proposée pour

limiter les dépenses, le « contrôle de l'immigration ». « Tout cela, c'est de l'incantation rituelle », balaye François Ecalte, magistrat de la Cour des comptes en disponibilité et auteur de Fipeco.fr, site de référence sur les finances publiques.

Autant dire que cette politique de cadeaux fiscaux ne sera pas financée. Le déficit public a pourtant explosé avec la crise. Il devrait atteindre 11 % fin 2020 et encore au moins 6,7 % en 2021. La croissance, elle, pourrait se trouver durablement affaiblie. Dans ce contexte, la dette publique pourrait continuer à augmenter alors qu'elle devrait déjà atteindre plus de 120 % du PIB. Guillaume Peltier l'assume d'ailleurs à demi-mot. La réduction du déficit et de la dette « est un objectif permanent mais la priorité, c'est de changer radicalement un modèle français qui ne fonctionne plus, explique-t-il aux *Échos*. En augmentant les salaires, en libérant le travail, nous créerons un cercle vertueux pour les comptes publics. »

« C'est un classique de la droite depuis 30 ans de dire *on va baisser les impôts et la croissance va financer tout ça*. Ça n'a jamais marché : le surplus d'activité n'a jamais été suffisant pour boucher le trou creusé initialement. Du coup, on est toujours obligé de finir par remonter les impôts. Je pense que les Républicains comptent cette fois sur le fait qu'il n'y aura plus de contrainte européenne sur les déficits et la dette », peste François Ecalte. Le programme de François Fillon pour la primaire de la droite, en 2016, prévoyait, dans une version initiale, de creuser le déficit jusqu'à 4,7 % afin de relancer la croissance, avant qu'il ne soit révisé pour apparaître un peu plus réaliste. Le programme des Républicains subira-t-il le même sort ?

[POLITIQUE](#)

[ECONOMIE](#)

CONTENUS SPONSORISÉS

Taboola Feed

Avez-vous déjà pensé à investir dans les entreprises qui travaillent à un vaccin contre le coronavirus ?

Cette visière de protection transparente a envahi le monde. L'idée est géniale

Moderna est leader dans la lutte contre la maladie du COVID-19. Qu'est-ce que cela signifie pour les investisseurs ?

A DÉCOUVRIR SUR LE POINT

Jean-Pierre Darroussin agressé et insulté après sa « blague » sur Polanski

Les bobos sont en deuil, « La Maison France 5 » ferme ses portes

Confinement : Mireille Mathieu a le moral dans les chaussettes

Le roi du Maroc s'offre 1 600 m² au pied de la tour Eiffel

Emmanuel Petit poursuivi par sa fille : la guerre est déclarée

Michel Drucker, hospitalisé pendant trois mois, a frôlé l'amputation

Lâchée par les États-Unis, la Turquie sur la sellette à l'Otan

Raël : « L'extraterrestre m'a répondu en français »

54 COMMENTAIRES

Par hope for France le 10/12/2020 à 20:13

Nous attendons le même titre et le même thème sur le "quoi qu'il en coûte" de Macron

Si l'auteur de l'article fait bien de dénoncer la démagogie des LR, il est évident que l'avenir économique de la France, pays le plus chargé et taxé au monde, passe par une réduction drastique de ses dépenses publiques et prélèvements obligatoires, sans laquelle celle-ci n'a aucune chance de retrouver sa croissance et ses emplois !

De même, nous attendons impatiemment un article de l'auteur sur le "quoi qu'il en coûte" de celui qui dirige ce pays et ses conséquences sur la pédagogie des réformes, sur les dépenses publiques, les déficits et les dettes de ce pays...

L'apanage de la responsabilité économique et du budget équilibré ne doit pas être réservé à la droite, pour lui reprocher tout écart par rapport à l'orthodoxie, alors que nous savons tous que ce sont les mesures de gauche, prises en particulier par Mitterrand, Jospin, puis Hollande, voire Macron et les écologistes, qui auront ruiné ce pays et démotivé ses forces vives.

On a parfois le sentiment que même si Macron est critiqué par les médias, ceux-ci font tout pour convaincre les citoyens qu'il vaut mieux nettement le garder, plutôt que de confier les clefs du pays à la droite !

Serait-ce parce que les politologues disent que seul un candidat de la droite pourrait battre Macron aux prochaines élections et que les médias sont majoritairement de gauche ?

Par gilou31 le 10/12/2020 à 09:34

Article biaisé !

J'ai regardé la convention LR sur le thème du travail, du pouvoir d'achat et de l'entreprise. Je peux donc mieux évaluer le contexte de cet article qui est un extrait commenté par un journaliste. Ce qui est dit est vrai mais est sorti du contexte. La priorité n'est pas tant de baisser la dette abyssale mais de changer le modèle français qui ne valorise plus le travail (un indicateur est celui du nombre d'heures travaillées par habitant et par an, la France est dernière dans l'OCDE avec 630 heures, derrière l'Allemagne avec 722 h et loin derrière le Japon avec 1300 h). Donc le bouton proposé par LR est celui du travail pour faire en sorte qu'une personne qui travaille est moins à supporter deux autres personnes dans notre modèle actuel. Pour l'aspect finance, un fond souverain d'état d'environ 300 milliards d'Euros est dans les propositions, la mise en place d'un mécanisme pour l'alimenter à partir des 5000 milliards d'Euros d'épargne des français reste à définir. L'article occulte ce point !

Par blabla le 09/12/2020 à 12:04

Quel niveau de populisme...

C'est effarant de voir que le populisme englouti LR, sous l'impulsion d'éléments nuisibles tels que Peltier.

Le simple fait de vouloir faire des économies en simplifiant l'administration, sans virer personne (et quand bien même ils le diraient clairement, ce ne serait pas si simple du fait du statut de fonctionnaire garantissant l'emploi à vie...) est révélateur du niveau guignolesque de se programme.

C'est vraiment triste car, à ce rythme, LR aura disparu après la prochaine présidentielle. Ils ne peuvent pas faire l'économie du sérieux au niveau de leur programme, sous réserve de se faire phagocyter par RN / LREM.